



## Conseil économique et social

Distr. générale  
17 février 2010  
Français  
Original : anglais/espagnol/français

---

### Reprise de la session d'organisation de 2010

28 et 29 avril 2010

Point 4 de l'ordre du jour

### Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations

## Élection de huit membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones parmi les candidats présentés par les gouvernements

### Note du Secrétaire général

1. Les personnes suivantes ont été désignées par leur gouvernement pour l'élection à l'Instance permanente sur les questions autochtones\* :

Simon William M'Viboudoulou (Congo)  
Paimaneh Hasteh (République islamique d'Iran)  
Andrey A. Nikiforov (Fédération de Russie)  
Adolfo Chávez Beyuma (État plurinational de Bolivie)  
Alvaro Esteban Pop Ac (Guatemala)  
Mirian Masaquiza (Équateur)  
Gabriel Muyuy Jacanamejoy (Colombie)  
Eva Rita Katarina Biaudet (Finlande)  
Bartolomé Clavero Salvador (Espagne)  
Megan Davis (Australie)

2. On trouvera ci-après le curriculum vitæ des candidats.

---

\* Le mandat et le mode d'élection des membres de l'Instance permanente sont décrits dans le document E/2010/9/Add.8, où l'on trouvera également la liste des candidats présentés par les gouvernements.



## États d'Afrique

### Simon William M'Viboudoulou (Congo)

Fonctions actuelles : magistrat, Directeur des affaires juridiques internationales

#### Formation et titres universitaires

1982-1986	1 <sup>er</sup> cycle d'études supérieures, faculté de droit de l'Université Marien, Ngouabi, Brazzaville
1986-1988	2 <sup>e</sup> cycle d'études supérieures professionnelles à l'École nationale d'administration et de magistrature, Brazzaville

#### Diplômes

1986	Licence en droit, option : droit privé
1988	Diplôme de la magistrature

#### Expérience professionnelle

Mai 2008 à ce jour	Directeur des affaires juridiques internationales, Ministère de la justice et des droits humains, Brazzaville
1999-2009	Vice-Président du Tribunal de grande instance d'Owando et Président par intérim du Tribunal d'instance d'Oyo
1999-2009	Membre de la Commission d'éligibilité au statut de réfugié
1998-1999	Vice-Président du Tribunal de grande instance de Dolisie, cumulativement Président par intérim du Tribunal de grande instance de Madingoou
1996-1998	Président de la deuxième Chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Pointe-Noire
1994-1996	Juge du Tribunal de grande instance d'Impfondo
1989-1994	Juge du Tribunal de grande instance de Pointe-Noire

#### Autre expérience pertinente

- Séminaire de l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires), août 2004, Brazzaville
- Séminaire de l'Agence de coopération internationale de la République de Corée (KOICA) sur le développement de l'Afrique, avril-mai 2007, Séoul
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), Conférence des ministres de la justice, Rabat, mai 2008
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), participation à l'atelier de Saly, Dakar, juin 2008
- Programme multirégional de coopération sur les crimes transnationaux, Département d'État américain, Washington (États-Unis d'Amérique), octobre 2008

- Conférence internationale sur les droits de la femme et de l'enfant, San Francisco (Californie), février 2009
- Participation à la quarante-sixième session de la Commission africaine des droits de l'homme, Banjul, novembre 2009
- Consultant national indépendant auprès du Ministère des affaires sociales et de l'UNICEF pour la rédaction du rapport périodique 2005-2010 sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant (mission en cours de réalisation depuis décembre 2009)

**Connaissance des langues de l'ONU**

Français, anglais

## États d'Asie

### Paimaneh Hasteh (République islamique d'Iran)

Nationalité : Iranien  
 Connaissances linguistiques : Anglais, arabe (niveau intermédiaire), perse (langue maternelle)

#### Formation

1988 Master of Science en hygiène du travail et de l'environnement, Wayne State University, College of Pharmacy & Allied Health, Détroit (Michigan, États-Unis d'Amérique)  
 1985 Études universitaires supérieures en sciences de l'environnement, School of Public Health, University of Michigan, Ann Arbor (Michigan, États-Unis d'Amérique)  
 1984 Bachelor of Science en sciences de l'environnement, University of Kansas, Lawrence (Kansas, États-Unis d'Amérique)

#### Expérience professionnelle

2008 à ce jour Expert, Chef d'édition au Ministère des affaires étrangères (Téhéran)  
 2007-2008 Consultante auprès de la Division de l'Asie et du Pacifique du Fonds des Nations Unies pour la population (New York)  
 2003-2007 Conseillère spéciale chargée des droits de l'homme et des affaires sociales à la Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York)  
 2000-2003 Directrice de la Direction des droits de l'homme et de la condition féminine du Ministère des affaires étrangères (Téhéran)  
 1998-2000 Directrice de la Direction des affaires sociales internationales et de la condition féminine du Ministère des affaires étrangères (Téhéran)  
 1993-1998 Conseillère chargée de l'environnement auprès du maire de Téhéran (Téhéran)  
 1992-1998 Directrice générale de l'Organisme de surveillance de la qualité de l'air de la municipalité de Téhéran (Téhéran)  
 1995-1997 Chargée d'enseignement en études de l'environnement à l'Université d'Azad (Téhéran)  
 1991-1992 Directrice du Service chargé de la lutte contre la pollution atmosphérique, de l'Organisme de contrôle de la circulation de la municipalité de Téhéran (Téhéran)

### **Participation aux réunions régionales et internationales**

- 2007 Quarante-cinquième session de la Commission du développement social (New York); cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme (New York)
- 2006 Cinquantième session de la Commission de la condition de la femme (New York); Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale globale et intégrée pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées (New York); séances de la Troisième Commission, soixantième session de l'Assemblée générale (New York)
- 2005-1998 Sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme (New York); sessions de la Troisième Commission de l'Assemblée générale (New York)
- 2000 Dialogue entre la République islamique d'Iran et la Finlande au sujet des femmes et des droits de l'homme (Helsinki)
- 2000-2003 Sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme (Genève)
- 2003 Réunion sur les droits de l'homme entre la République islamique d'Iran et l'Union européenne (Bruxelles)
- 2002 Réunion sur les droits de l'homme entre la République islamique d'Iran et l'Union européenne (Téhéran)
- 2001 Réunion du Groupe de personnalités éminentes d'Asie centrale et d'Asie du Sud sur l'environnement et l'énergie, organisée à Bichkek par le Programme des Nations Unies pour le développement
- 1997 Deuxième colloque sur la religion, la science et l'environnement, intitulé « La mer Noire en crise »
- 1992-1996 Réunions d'experts tenues par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) sur le thème « In-Use Motor Vehicle Inspection for Emission Control in the Asia-Pacific Region »

### **Projets internationaux dirigés**

- 1994-1997 Plan directeur intégré de lutte contre la pollution atmosphérique dans la zone du Grand Téhéran, en coopération avec l'Agence japonaise de coopération internationale
- 1993-1997 Plan de réduction des émissions du parc de véhicules de la mairie de Téhéran, financé par le Fonds pour l'environnement mondial

### **Activités de recherche**

- 2007 Analyse de l'étude d'impact sur l'environnement de l'île de Qeshm (République islamique d'Iran)

- 1994 Étude de faisabilité sur l'application du traitement d'image à la mesure de la pollution atmosphérique urbaine (Téhéran)
- 1996 Étude de faisabilité sur le brouillard photochimique dans la ville de Téhéran (République islamique d'Iran)
- 1996 Analyse de la concentration de composés organiques volatiles dans trois grandes stations d'essence de Téhéran (République islamique d'Iran)
- 1995 Estimation du coût réel par kilomètre parcouru à Téhéran et vue générale des émissions industrielles (Téhéran)
- 1995 Analyse de la qualité de l'air dans les gares routières (bus urbains et interurbains) (Téhéran)
- 1994 Effets des huiles pour moteurs à deux temps sur les émissions des motos (Téhéran)
- 1993 Effets de la mise au point des moteurs et des services d'entretien réguliers sur la réduction des émissions des moteurs à essence (Téhéran)

#### **Rapports techniques et publications**

- 1995 Rapport ville, Colloque international sur la pollution dans les grandes villes (Organisation mondiale de la Santé); Padoue; rapport pays, réunion d'étude sur la gestion et le contrôle de l'environnement (Organisation internationale de normalisation) (ISO 14000), Organisation asiatique de la productivité, Hong Kong, Région administrative de la Chine
- Effets de l'utilisation des huiles pour moteurs à deux temps sur la réduction des émissions de monoxyde de carbone, d'hydrocarbure et d'oxyde d'azote produites par les motos, Actes de la Conférence internationale sur les véhicules à moteur et l'environnement (Téhéran)
- Étude sur les tendances internationales dans le domaine du contrôle des émissions des moteurs diesel jusqu'en 1995, Actes de la Conférence internationale sur les véhicules à moteur et l'environnement (Téhéran)
- Gestion de l'environnement à Téhéran, Colloque de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel sur l'industrialisation et l'urbanisation (Vienne)
- Plans d'action de Téhéran pour l'amélioration du cadre de vie, Conférence internationale sur l'habitat (Doubaï)
- Rapport pays, Colloque international de maires pour le développement social (New York)
- 1994 Rapport ville, Sommet des dirigeants municipaux sur les changements climatiques et l'environnement urbain (Amsterdam)

Rapport pays, réunion d'experts sur l'homologation de type pour le contrôle des émissions dans la région Asie-Pacifique (ONUDI) (Jakarta)

Rapport ville, Conférence mondiale sur l'administration des métropoles (Tokyo)

Rapport pays, troisième Conférence des capitales du monde (Tokyo)

Rapport pays, réunion d'experts sur les effets des normes relatives aux carburants sur les émissions des véhicules à moteur (ONUDI) (Beijing)

Le thiocyanate salivaire : indicateur chimique du tabagisme, Actes de la deuxième Conférence internationale sur l'aménagement et la gestion de l'environnement (Téhéran)

Inspection des véhicules à moteur en service à Téhéran, réunion d'experts sur l'inspection des véhicules à moteur en service pour le contrôle des émissions dans la région Asie-Pacifique (ONUDI, PNUD) (Séoul)

Rapport ville, Sommet des dirigeants municipaux sur les changements climatiques et l'environnement urbain, Organisation des Nations Unies (New York)

## États d'Europe orientale

### Andrey A. Nikiforov (Fédération de Russie)

Né à Moscou

#### Carrière professionnelle

1981	Diplômé de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou
1982-1983	Ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) en Jamaïque
1983-1989	Attaché, Troisième Secrétaire, Direction de l'Amérique latine, Ministère des affaires étrangères de l'URSS
1989- 1993	Troisième Secrétaire, ambassade de l'URSS/Fédération de Russie en République du Guyana
1993-1995	Premier Secrétaire, Direction de la coopération humanitaire et culturelle internationale, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie, membre de la Commission quadripartite sur les réfugiés en Géorgie/Abkhazie
1995-1999	Premier Secrétaire, Conseiller, Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York
1999-2002	Chef de division, Direction des expatriés et des droits de l'homme, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
2002-2007	Conseiller, Premier Conseiller (Chef de la Division des droits de l'homme et des affaires sociales), Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York
2007 à ce jour	Directeur adjoint, Direction des affaires humanitaires et des droits de l'homme, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
2008 à ce jour	Expert, Instance permanente sur les questions autochtones de l'ONU

#### Participation aux réunions internationales

1993-2007	Sessions de la Commission des droits de l'homme et du Conseil des droits de l'homme, du Comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et du Conseil de l'Organisation internationale pour les migrations
1995	Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement social de Copenhague
1995	Comité préparatoire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes

---

1995-2006	Sessions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, de la Commission de la condition de la femme, de la Commission du développement social et du Comité chargé des organisations non gouvernementales
1999-2002	Réunions du Groupe directeur de la Conférence sur les réfugiés et les personnes déplacées sur le territoire de l'ex-Union soviétique
2000-2001	Sessions de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme de la Commission des droits de l'homme de l'ONU
2002	Vingt-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants
2002-2006	Sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones
2002-2006	Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale globale et intégrée pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées
2005	Sommet 2005
2005-2006	Consultations à participation non limitée organisées par l'Assemblée générale sur la question de la création du Conseil des droits de l'homme
2006	Réunion de haut niveau sur les migrations et le développement

**Langues**

Anglais, russe, espagnol

## **États d'Amérique latine et des Caraïbes**

### **Adolfo Chávez Beyuma (État plurinational de Bolivie)**

Adolfo Chávez Beyuma a commencé ses études universitaires à Tumichuca (département de Beni) et obtenu sa licence à l'Université Eduardo Avaroa de Ribalta. Il a par la suite fait des études de théologie à l'Institut technologique d'Alborada à Guayaramerín.

Après avoir passé de nombreuses années loin de sa ville natale, M. Chávez Beyuma y est retourné en 1994 à la fin de ses études. C'est là qu'il a commencé à travailler activement au sein de la communauté. Quelque temps plus tard, il a été élu juré pour les élections nationales par le Tribunal électoral.

Il a ensuite été professeur à l'école de Tumupasa jusqu'en 1997. Cette même année, il a été pasteur d'une église évangélique et a commencé à travailler avec le Consejo Indígena del Pueblo Tacana (CIPTA), organisation influente au sein du mouvement autochtone. M. Chávez Beyuma a été élu Secrétaire aux terres et territoires autochtones de la Central de Pueblos Indígenas de La Paz. Il a représenté le peuple autochtone de Tacana et, après avoir été réélu en 1999, a occupé ces fonctions jusqu'en 2002.

L'année suivante, ainsi qu'en 2004, il a été maire sous le mandat de l'assemblée communale dans la circonscription de Tumupasa.

De 2001 à 2003, il a coordonné, aux côtés de Zulema Lehm, l'élaboration d'une stratégie pour le contrôle des ressources naturelles (Tierra Comunitaria de Origen; TCO), Tacana 2001-2005 (Estrategia de Manejo de Recursos Naturales de la TCO Tacana). Avec le soutien financier de la Wildlife Conservation Society de Bolivie, il a dirigé une équipe de techniciens qui ont fait appel aux experts régionaux et locaux pour la connaissance et la gestion du territoire.

Avec le soutien de sa ville natale de Tacana, M. Chávez Beyuma a été choisi pour représenter l'Unidad de Territorialidad Indígena de las Tierras Bajas en 2003.

Au début de 2004, M. Chávez Beyuma a participé au processus d'aménagement des territoires, ce qui l'a conduit à être élu secrétaire coordonnateur des ressources naturelles non ligneuses par le Consejo Indígena del Pueblo Tacana (CIPTA). Il a joué un rôle directeur dans le débat et la consolidation des entreprises locales en faisant différencier ces entreprises dans le code de commerce.

La ville de Tacana a élu M. Chávez Beyuma candidat à l'Assemblée générale des peuples autochtones de La Paz (CPILAP), où des élections ont eu lieu pour élire les candidats représentant la Gran Asamblea de Pueblos Indígenas (GAMPI). Il a été Directeur de la Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia (CIDOB) pendant quatre ans. Il a ensuite été nommé candidat pour la CIDOB par la CPILAP et a été élu à l'Assemblée en août 2006 au poste qu'il occupe à ce jour.

## **Alvaro Esteban Pop Ac (Guatemala)**

M. Pop Ac (Maya Q'eqchi) est analyste politique, diplômé en sciences politiques et relations internationales de l'Université Rafael Landívar. Il milite depuis 15 ans pour les droits des peuples autochtones et a notamment attiré l'attention de la communauté nationale et internationale sur la situation en matière d'éducation, de droits de l'homme, de sexualité, de santé et de citoyenneté.

Fondateur et Directeur de l'association Organismo Naleb', qui se donne pour objet d'analyser le budget du pays, de dialoguer et de débattre sur la réforme de l'État qui vise à créer une société multiculturelle, d'encourager la participation politique des peuples autochtones et de contribuer au travail législatif au Guatemala (1997-2008).

Chef de mission autochtone d'observation électorale 1999, 2003 et 2007.

Chroniqueur au journal *Prensa Libre*. Fondateur et rédacteur en chef de la revue trimestrielle BAQ'TUN. Membre du Conseil pédagogique de la chaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur la communication en faveur du renforcement de la diversité culturelle au Guatemala.

Président du Conseil d'administration de Save The Children Guatemala

Associé et membre du Conseil d'administration de l'Asociación de Investigación y Estudios Sociales (ASIES). Membre du groupe Visión de País

Membre du Conseil d'administration de la Fondation Soros Guatemala

Membre du groupe de soutien au projet centraméricain d'éducation « Primero aprendo » pour l'abolition du travail des enfants

Juré du programme HEROES ANONIMOS, mené par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Bancafe

Entretenant des liens constants avec les institutions et les organisations autochtones (mayas et garifunas, notamment) qui travaillent en milieu rural, il a engagé un débat stimulant avec les médias, les fonctionnaires de la communauté internationale, les entrepreneurs et les fonctionnaires de l'État, sur le problème du VIH/sida dans les communautés rurales et autochtones.

Coordonnateur exécutif de la campagne nationale de dialogue interethnique « Nuestra Diversidad es Nuestra Fuerza! » (Notre diversité fait notre force!), coalition de plusieurs institutions nationales dirigée par le Centro de Investigaciones Regionales de Mesoamérica (CIRMA). L'exposition interactive ¿Por qué estamos como estamos? (Pourquoi sommes-nous comme nous sommes?) a été un moment clef de cette campagne (1999-2005)

Alvaro Pop a coordonné la Commission nationale de réforme constitutionnelle des peuples autochtones. Il a participé à l'élaboration par consensus, avec les dirigeants autochtones et politiques du pays, de la proposition d'une réforme constitutionnelle en vue de son examen et de son adoption par le Parlement (1997-1998).

Il a participé aux travaux préparatoires de l'Accord sur l'identité et les droits des populations autochtones (composante des accords de paix au Guatemala) et, par la suite, à la négociation du pacte budgétaire (1993-1994).

Actions internationales :

- Invité d'honneur du Roi d'Espagne
- Programme pour les visiteurs internationaux du Département d'État américain
- Réunion annuelle du Groupe de Biarritz (association d'anciens chefs d'État latino-américains)
- Expert auprès du Conseil des gouverneurs de la Banque interaméricaine du développement (BID)
- Conférencier au congrès annuel de l'Association des études latino-américaines (LASA)
- Analyste de la réforme constitutionnelle en Bolivie
- Intervenant dans l'échange d'expériences sur la réforme budgétaire pour la signature du Pacte pour l'éducation au nom des candidats à la présidence du Mexique, organisé par l'UNICEF

## Mirian Masaquiza (Équateur)

Fonctions actuelles : Première Secrétaire, Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies

### Formation

- 2003 Spécialiste des droits de l'homme  
Programme andin pour les droits de l'homme, Université andine Simón Bolívar, Quito
- 2001 Droit international des droits de l'homme et droits des peuples autochtones  
Programme de bourses destinées aux autochtones du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Genève (Suisse)
- 1998 Licence en administration des entreprises de tourisme, Université technologique équinoxiale (UTE), Quito

### Expérience professionnelle

- 2009 à ce jour Première Secrétaire, Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies
- 2008-2009 Première Secrétaire, Bureau du Président de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- 2004-2008 Spécialiste des questions sociales au Secrétariat de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions indigènes
- 2004 Consultante auprès de la Banque interaméricaine de développement
- 2003 Consultante auprès du Secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones pour la préparation du Forum mondial des peuples autochtones et la société de l'information, Sommet mondial sur la société de l'information, New York
- 2003 Assistante pour les questions internationales, Confédération nationale des organisations paysannes, autochtones et noires de l'Équateur (FENOCIN)
- 2002 Coordonnatrice du Département des affaires internationales de l'Institut pour le développement social et de la recherche scientifique (INDESIC) et de la Confédération nationale des organisations paysannes, autochtones et noires de l'Équateur (FENOCIN)
- 2002 Consultante pour la préparation et le suivi de la première session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- 1991-1999 Coordonnatrice du projet sur l'agrotourisme de la FENOCIN

**Autre expérience pertinente**

M<sup>me</sup> Masaquiza (Kichwa–Salasaca) a travaillé pendant cinq ans au Secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Pendant cette période, l'action des Nations Unies en faveur des peuples autochtones a connu plusieurs tournants historiques : proclamation de la deuxième Décennie internationale des populations autochtones et adoption de son programme d'action, adoption par la Commission de la condition de la femme d'une résolution intitulée « Les femmes autochtones au-delà de l'examen décennal de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing », et adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

L'une des fondatrices du Secrétariat de l'Instance permanente, M<sup>me</sup> Masaquiza a apporté une contribution dans divers domaines : appui en matière de communication, questions liées à la problématique hommes-femmes, affaires interorganisations, action auprès des populations autochtones, analyse politique, questions culturelles et éducatives.

Connaissance des langues de l'ONU : espagnol, anglais

## **Gabriel Muyuy Jacanamejoy (Colombie)**

Coordonnateur du programme de formation et de perfectionnement

### **Formation**

1984-1987	Études d'anthropologie, Université bolivarienne de Medellin
1988	Licence de philosophie, Université Mariana de San Juan de Pasto
2007-2008	Maîtrise en administration et politiques publiques, Université externat de Colombie

### **Expérience professionnelle**

2009	Coordonnateur du programme de formation et de perfectionnement du Fonds pour le développement des peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes
2008-2009	Consultant/coordonnateur pour le Programme des Nations Unies pour le développement, Colombie
2008-2009	Consultant/coordonnateur pour le Conseil norvégien pour les réfugiés, Colombie
2008	Conseiller extérieur auprès du Ministère de la culture, Colombie
2001-2008	Médiateur délégué aux autochtones et aux minorités ethniques, Bureau du Médiateur de Colombie
2000-2001	Conseiller général de l'École supérieure d'administration publique
1999	Professeur à l'Université militaire de la Nouvelle-Grenade
1991	Conseiller, Assemblée nationale constituante de Colombie
1991-1998	Sénateur de la République de Colombie

### **Autre expérience pertinente**

Philosophe, études d'anthropologie et titulaire d'une maîtrise en administration et politiques publiques de l'Université Mariana de Pasto, de l'Université bolivarienne de Medellin et de l'Université externat de Colombie.

Vaste expérience dans les domaines du développement humain et éducatif et des questions relatives aux peuples autochtones et aux groupes ethniques mais aussi du droit environnemental, des droits politiques et économiques et du droit administratif aux niveaux national et international. Recherches sur les questions sociales, culturelles et les droits de l'homme collectifs et individuels des groupes ethniques.

Conférencier dans des forums, congrès et universités aux niveaux national et international. Auteur d'articles sur des questions touchant l'éducation, l'environnement, la société, la culture, la politique et les groupes ethniques, publiés dans différentes revues et ouvrages spécialisés parus en Colombie et ailleurs.

Autochtone du peuple Inga de la vallée de Sibundoy dans le département de Putumayo (Colombie). Brillante carrière au sein de l'Organisation nationale

autochtone de Colombie (ONIC), dont il a été Vice-Président, et deux fois sénateur de la République au nom du Mouvement autochtone de Colombie. Instigateur de projets sociaux et associatifs aux niveaux régional et local. Médiateur délégué aux autochtones et aux minorités ethniques du Bureau du Médiateur de Colombie

Aptitude à favoriser le dialogue sur des questions relatives aux droits de l'homme et aux droits fonciers autochtones entre les peuples autochtones, les minorités ethniques et l'État.

Connaissance des langues de l'ONU : espagnol

## États d'Europe occidentale et autres États

### Eva Rita Katarina Biaudet (Finlande)

#### Formation et titres universitaires

Études de droit, Université d'Helsinki

#### Expérience professionnelle

2007-2009	Représentante spéciale et Coordonnatrice de la lutte contre la traite des êtres humains, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)
1991-2006	Membre du Parlement
1999-2000	Ministre de la santé et des services sociaux
2002-2003	Ministre de la santé et des services sociaux
1989-1990	Responsable de la planification, Parti populaire suédois

#### Autre expérience pertinente

Membre des commissions parlementaires suivantes : commission des affaires étrangères, commission des finances, commission de l'environnement, sous-commission de l'éducation et de la science, sous-commission des affaires sociales et du travail, commission des affaires sociales et de la santé, commission de l'emploi et de l'égalité, délégation finnoise au Conseil nordique, délégation finnoise à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, délégation finnoise à la Conférence des parlementaires de la région arctique.

Missions internationales : Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE (Mécanisme de Moscou, liste des experts), 2006-2009; Dirigeants mondiaux de demain (Forum économique mondial), 2001-2004; Conseil des Libéraux démocrates européens (ELDR), 1995.

Postes à responsabilité au sein d'instances municipales : Conseil municipal de la ville d'Helsinki, Commission de l'environnement de la ville d'Helsinki, Conseil d'administration de l'hôpital universitaire d'Helsinki.

Connaissance des langues de l'ONU : anglais, français

## **Bartolomé Clavero Salvador (Espagne)**

Fonctions actuelles : professeur/chef de département; histoire du droit, faculté de droit, Université de Séville

### **Formation et titres universitaires**

1972 Docteur en droit de la faculté de droit de l'Université de Séville

### **Expérience professionnelle**

1969-1973 Professeur assistant d'histoire du droit, faculté de droit de l'Université de Séville

1973-1976 Professeur associé d'histoire du droit, faculté de droit de l'Université de Séville

1976-1980 Professeur titulaire d'histoire du droit, faculté de droit de l'Université de Séville

1980-1989 Professeur/Directeur du Département d'histoire du droit, faculté de droit de l'Université de Cadix

1989 à ce jour Professeur/Directeur du Département d'histoire du droit, faculté de droit de l'Université de Séville

### **Autre expérience pertinente**

Professeur et directeur de département à l'Université de Séville et professeur spécialisé dans les questions politiques et juridiques relatives aux peuples autochtones dans cette université mais également dans plusieurs autres universités en Espagne et en Amérique latine, Bartolomé Clavero est célèbre pour ses travaux de recherche et son action en faveur de la promotion et la protection des droits des peuples autochtones (tant sur le plan national qu'international) et a signé plusieurs ouvrages consacrés au droit et à l'histoire des peuples autochtones. En sa qualité de membre du corps professoral, il collabore régulièrement, depuis son lancement, au Programme de bourses destinées aux autochtones du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Dans le domaine de la coopération internationale, M. Clavero a été conseiller principal auprès du Fonds des Nations Unies pour l'enfance dans le cadre d'ateliers sur la mise en œuvre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement en Bolivie (janvier 2001). En 2007, il a été nommé membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones pour un premier mandat de trois ans (2008-2010), au cours duquel il a présenté les documents suivants : document de séance sur la portée et le caractère unique de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones dans le cadre du droit international des droits de l'homme; rapport sur le mandat découlant de cette déclaration pour tous les organismes, fonds et programmes des Nations Unies (établi en collaboration avec Carsten Smith); rapport sur les « droits de la nature » ou les « droits de la Terre nourricière » (établi en collaboration avec Carlos Mamani). M. Clavero a également participé à différents séminaires d'experts et d'information ainsi qu'à des visites de pays en sa qualité de membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Il a également collaboré au premier grand ouvrage consacré à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples

autochtones (*Making the Declaration Work: The UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, 2009).

Connaissance des langues de l'ONU : espagnol, anglais

## **Megan Davis (Australie)**

Fonctions actuelles : Directrice de l'Indigenous Law Centre et maître de conférences

### **Formation et titres universitaires**

Janvier 2010	Doctorante en droit, Université nationale australienne
2003	Master of Laws (LLM) en droit international, Université nationale australienne
2000	Graduate Diploma of Legal Practice (GDLP), Université nationale australienne
1999	Bachelor of Laws (LLB), Université du Queensland
1998	Bachelor of Arts (B.A) en études australiennes, Université du Queensland

### **Expérience professionnelle**

2006 à ce jour	Directrice de l'Indigenous Law Centre, et maître de conférences à la faculté de droit de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud
2004-2006	Chargée de recherche principale à la Jumbunna Indigenous House of Learning, Université technologique de Sydney
2002-2004	Directrice du Bill of Rights Project, Gilbert + Tobin Centre of Public Law, Université de Nouvelle-Galles du Sud
2000-2002	Conseillère juridique, Commission des aborigènes et des insulaires du détroit de Torrès (ATSIC)
1999	Titulaire d'une bourse du Programme de bourses destinées aux autochtones, Haut-Commissariat aux droits de l'homme
1998-1999	Chargée de recherche en droit, Foundation for Aboriginal Islander Research Action
1995-1999	Juriste stagiaire, Commission des aborigènes et des insulaires du détroit de Torrès (ATSIC)

### **Autre expérience pertinente**

Megan Davis est commissaire à la Land and Environment Court de la Nouvelle-Galles du Sud. Depuis 10 ans, elle défend la cause des peuples autochtones à l'ONU. Elle a été la première autochtone d'Australie à bénéficier du Programme de bourses destinées aux autochtones du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève en 1999. Depuis lors, elle joue un rôle actif dans la défense des droits des peuples autochtones à l'ONU. A également été conseillère juridique auprès de la Foundation for Aboriginal Islander Research Action (FAIRA) et de la Commission des aborigènes et des insulaires du détroit de Torrès (ATSIC), ainsi que dans le cadre du Groupe de travail des Nations Unies sur les populations autochtones, de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, du groupe de travail intersessions à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme chargé de rédiger un projet de

---

déclaration sur les droits des peuples autochtones et de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Au cours des 10 dernières années, M<sup>me</sup> Davis a mené des missions de conseil auprès de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Dans le cadre de son travail à l'Indigenous Law Centre, elle a supervisé l'élaboration des rapports parallèles sur les autochtones adressés au Comité des droits de l'homme, au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, au Comité des droits de l'enfant et au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. En 2005, elle est intervenue devant le Comité des droits de l'enfant. Elle est l'auteur de nombreuses publications sur les droits des peuples autochtones en droit international. Elle est membre de la Commission des droits des peuples autochtones de l'Association de droit international et travaille actuellement, en collaboration avec Sarah Pritchard, à la rédaction d'un texte juridique sur la réception de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en droit australien. Sa thèse de doctorat porte sur le droit à l'autodétermination en droit international et les femmes aborigènes en Australie. Aborigène (Cobble Cobble) originaire du sud-est du Queensland, Megan Davis est d'ascendance océanienne.

Connaissance des langues de l'ONU : anglais

---